

Hommage à Samuel Paty et Dominique Bernard

Le 16 octobre 2020, le professeur d'histoire-géographie Samuel Paty était assassiné par un terroriste islamiste et djihadiste pour avoir fait un cours à ses élèves sur la liberté d'expression dans le cadre de l'enseignement moral et civique. En 2020 en France, un hussard noir de la République a donc été tué pour avoir montré des caricatures à des élèves, tout en prenant le soin de leur préciser au préalable qu'ils pouvaient détourner le regard s'ils étaient heurtés ou choqués.

L'école de la République a été attaquée ce jour-là dans ce qu'elle transmet de plus précieux : la connaissance éclairée qui permet aux élèves d'accéder au savoir émancipateur, de s'affranchir des dogmes et de l'obscurantisme religieux, et de devenir des citoyens capables de participer au débat démocratique et à l'échange d'arguments fondés en Raison.

Il faut rappeler, pour que ce genre de tragédie ne se reproduise jamais, l'engrenage mortifère qui a conduit à l'assassinat du professeur Samuel Paty : mensonge d'une élève relayé par des parents et par des prédicateurs islamistes sur les réseaux sociaux ; abandon d'une partie de ses collègues enseignants (dont les valeurs et principes qui les animent devront tôt ou tard être interrogés) et de sa hiérarchie selon la logique désormais bien connue du « pas de vagues ». Conformément à sa logique clientéliste et communautariste, rappelons aussi le silence assourdissant d'une partie de la classe politique, mais aussi d'organisations syndicales dont certaines ont refusé de s'associer à l'hommage à Samuel Paty, sous couvert de lutte contre « l'islamophobie ». Enfin, n'oublions pas le rôle joué par certains intellectuels de premier plan, dont un professeur au Collège de France n'hésitant pas à sous-entendre que l'enseignant aurait commis « une faute » en montrant les caricatures aux élèves.

Trois ans plus tard, le 13 octobre 2023, le professeur de lettres modernes Dominique Bernard était lui aussi assassiné dans des circonstances similaires.

A l'heure où chaque année 100 000 enseignants sont menacés ou agressés en France (comme ce fut encore le cas dernièrement à Tourcoing), et où les atteintes à la laïcité ont augmenté de 120% en 2023, la République doit plus que jamais se montrer ferme et intransigeante face au séparatisme islamiste pour protéger les enseignants qui la font vivre au quotidien. La laïcité « à la française », républicaine, universaliste et profondément intégratrice n'est pas négociable et ne saurait être comparée ou confondue avec le modèle multiculturaliste anglo-saxon – que certains par stratégie électorale appellent de leurs vœux – qui juxtapose les communautés entre elles. La loi de 2004, qui a considérablement apaisé les relations sociales au sein des établissements scolaires doit être strictement respectée et réaffirmée chaque jour. La loi confortant le respect des principes de la République de 2021 aussi.

Trop de « oui, mais » ont été entendus. Le Mouvement Républicain et Citoyen exprime sa solidarité envers les familles de Samuel Paty et Dominique Bernard et réaffirme son attachement sans faille à la lutte contre l'islamisme et au redressement de l'École Républicaine qui doit rester le lieu de la transmission du savoir et de l'apprentissage de la citoyenneté, protégée des pressions communautaristes et idéologiques.

Sébastien DUFFORT,
Secrétaire national à l'Éducation